

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4258 - MARDI 24 MAI 2022

PARLEMENT

Un problème technique à la base du report du congrès

L'information du renvoi sine die du congrès, donnée par la cellule de communication de la chambre basse, est commentée en sens divers. D'autres sources parlent déjà d'une divergence de vues entre les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale au sujet de la désignation d'un juge à la Cour constitutionnelle pour le quota réservé au Parlement.

Alors que la raison officielle ayant conduit à ce report n'a pas été donnée, des sources évoquent une divergence de vue entre les présidents des deux chambres du Parlement congolais, chacun voulant placer son membre à la haute Cour.

Page 2



Des députés nationaux au cours d'une plénière

PRODUCTION D'OXYGÈNE

La première usine inaugurée à Kinshasa

La construction de l'usine de production d'oxygène a été réalisée grâce à l'appui de la Banque mondiale, à travers le Projet d'urgence en appui à la riposte et préparation contre la covid-19 du gouvernement de la RDC. L'usine est implantée à l'Hôpital général de référence de Kinshasa (ex-Mama Yemo) et son implémentation permet d'améliorer l'offre et l'accès à l'oxygénothérapie et sauver des vies. La capacité de production est d'environ cinquante-trois bouteilles d'oxygène de cinquante litres par jour.

Page 4



Le ministre de la Santé coupant le ruban symbolique

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Vers le dénouement du contentieux judiciaire RDC-Ouganda



Les membres de la Cour internationale de justice

Le conseil des ministres tenu récemment a été l'occasion de faire l'état des lieux de l'arrêt rendu, depuis le 9 février dernier, par la Cour internationale de justice, en rapport avec la deuxième phase de la fixation de l'indemnité de réparation en faveur de la République démocratique du Congo (RDC) et des victimes des ac-

tivités armées de l'Ouganda menées sur le territoire congolais. L'une des attentes des victimes demeure le versement, en cinq annuités, d'une indemnité estimée à 65 millions de dollars américains dont la première phase d'exécution doit intervenir en septembre prochain.

Page 4

APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT

Les stations-service ouvertes désormais jusqu' à 22h

La décision a été prise au cours d'une réunion ayant regroupé, le 22 mai, au ministère des Hydrocarbures, le directeur de cabinet, Augustin Nkuba, et les sociétés commerciales œuvrant dans la logistique et la vente à la pompe.

D'importantes mesures ont été

prises pour permettre à la population de s'approvisionner en carburant. Parmi celles-ci, le rallongement de l'heure de la fermeture des stations-service qui passe de 18h à 22h ainsi que la levée de la subvention accordée aux entreprises aériennes de vols internationaux.

Page 3



La réunion avec les opérateurs pétroliers

ÉDITORIAL

Professionnalisation

Le Congo et l'Union européenne ont conclu, la semaine dernière, trois conventions de financement dont l'une concerne le projet de professionnalisation de la police. Une initiative salubre qui témoigne de l'excellence de la coopération liant les deux parties.

D'un coût de cinq millions d'euros, soit environ trois milliards F CFA, le projet vise, entre autres, à garantir le respect des droits humains, lutter contre toutes les formes de torture et de traitements inhumains ou dégradants, améliorer les conditions de détention dans les commissariats. Ces objectifs sont conformes aux missions assignées aux unités de la police dans un Etat démocratique.

Les femmes et les hommes chargés de veiller à la sécurité des personnes et de leurs biens sont, en effet, confrontés à de nombreux défis parmi lesquels réprimer les délinquants qui écument les quartiers de nos agglomérations, appliquer la loi, sécuriser les frontières nationales, accomplir d'autres tâches régaliennes. Des missions difficiles qui requièrent un professionnalisme à toute épreuve.

En raison de la surpopulation dans les milieux carcéraux, la professionnalisation de la police est une approche encourageante. Elle prépare les agents à opérer dans le respect des règles du jeu pour éviter les actes contraires à la déontologie. Les arrestations, interpellations, interventions et autres modes opératoires devraient ainsi être menés avec minutie.

Il est question de réduire la marge d'éventuelles bavures policières à travers le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs de la force publique et amender leurs rapports de confiance avec la population. A la police congolaise de savoir tirer parti de ce partenariat technique pour améliorer sa capacité opérationnelle et redorer son blason.

Le Courrier de Kinshasa

PARLEMENT

Le congrès reporté

Annoncé pour le 23 mai, le congrès est renvoyé sine die. Sans donner la raison, la cellule de communication de l'Assemblée nationale a tout simplement annoncé qu'il n'aura plus lieu à la date auparavant indiquée.



Les congressistes au Palais du peuple DR

L'information a été confirmée par le rapporteur de chambre basse du Parlement, Joseph Lembi Libula, qui a indiqué qu'un problème technique serait à la base de la non-tenue du congrès. Il a assuré, par ailleurs, que ces assises seront reprogrammées la semaine en cours. « Le congrès sera convoqué au courant de la semaine. Il y a un problème technique qui s'impose », a-t-il laissé entendre.

Joseph Lembi Libula s'est, par contre, refusé de commenter sur la prétendue divergence de vues entre les présidents des deux chambres du Parlement en rapport avec la désignation

d'un juge à la Cour constitutionnelle. « Ce n'est pas à moi de vous dire cela. En tant que porte-parole de l'institution, je ne peux pas vous dire qu'il y a des mésententes entre les deux présidents des deux chambres. Je vous dis que la convocation de la plénière implique un certain nombre de facteurs, comme toutes les conditions ne sont pas encore réunies, ce congrès a été retardé », s'est défendu le rapporteur de l'Assemblée nationale.

Alors que la raison officielle qui a conduit à ce report n'a pas été donnée ni par le bureau de l'Assemblée nationale ni par celui du

Sénat, certaines sources évoquent une divergence de vue entre les présidents des deux chambres qui « voudraient chacun placer son membre ». Ce congrès, rappelle-t-on, devrait se tenir à la demande du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, en vue de permettre aux deux chambres du Parlement de désigner un juge à la Cour constitutionnelle devant remplacer feu Polycarpe Mungulu T'apan-gane, décédé en avril dernier. Mais déjà, le Sénat a désigné comme candidat à ce poste le sénateur Louis Mbonga Magalu Engwanda.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INSALUBRITÉ

Kinshasa, crasseuse capitale...

La saleté, c'est l'une de grandes caractéristiques de Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo depuis des lustres. Le chanteur JB Mpiana l'a dit dans une de ses chansons, soulignant que « pototo moindo » (belle ville subsaharienne) de jadis est devenue une ville folle, sale, avec des mœurs détruites, une grosse poubelle. Cette chanson, se souvient-on, a même été un peu censurée.

Ancien gouverneur de la ville province de Kinshasa, André Kimbuta Yango avait bizarrement pris la décision de placer des poubelles publiques sur les grandes avenues, rendant la mégapole malodorante car des ordures ainsi exposées dégageaient une puanteur insupportable. « J'ai demandé aux autorités un financement conséquent pour évacuer les immondices et rendre la ville propre, mais en vain », avait-il lâché une fois. L'on se souvient encore d'une autre phrase qui s'était échappée de lui face à une détérioration indescriptible sur une centaine de mètres de la chaussée de l'avenue de l'Université, dans la commune de Ngaba, que la population avait nommée « *Libulu manzengele* ». Celui qu'on appelle « Haut sommet » ou encore « Ya André » s'était écrié sur un ton un peu humoristique mais sincère et hors caméra : « *Mbo-ka oyo ekobonga lisusu te* » (Cette ville ne s'affranchira plus de son marasme). C'est la représentation de l'Union européenne à Kinshasa qui s'était investie dans l'évacuation des immondices entassées sur les décharges publiques placées au bords de grandes artères de la ville.



Un ruisseau de la commune de Lingwala rempli d'ordures...

Écarté des affaires, André Kimbuta a laissé la place à Gentiny Ngobila Mbaka. Et ce dernier a de go centré son action sur la propreté de la capitale, avec le programme « Kin bopeto ». Quelques artères principales dans la ville sont réhabilitées, d'autres en reconstruction après des décennies, mais la saleté a tellement la peau dure, presque au grand désespoir des autorités du pays. Lorsqu'il y a averse sur Kinshasa, ce n'est nullement le beau temps après ! La ville est quasi inondée, l'eau des pluies s'évacuant à peine par des tranchées et caniveaux non curés, des mares stagnantes par-ci par-là. Une configuration de chaos

général s'observe à Kinshasa après la pluie, sans mentionner des dégâts importants, et même parfois de pertes en vies humaines occasionnées par le contact inapproprié et involontaire entre le courant électrique -dont les fils sont mal installés- et les eaux traînantes de pluie. L'on a encore frais en mémoire le drame de Matadi-Kibala dans la partie ouest de la ville où une trentaine des femmes vendant dans un petit marché a perdu la vie à la suite de la rupture d'un câble électrique de moyenne tension placé en hauteur. C'est à croire que l'autorité n'existe pas, la ville semble ne pas être gérée.

Lingwala et Kinshasa...

Certaines communes de Kinshasa pourraient même prétendre au meilleur prix de mauvaise gouvernance. Tenez, les communes de Lingwala et Kinshasa sont presque inaccessibles après même une assez forte pluie d'une trentaine de minutes. Les conduits d'eau construits depuis la colonisation belge et bourrés d'ordures y jetés par la population en déficit de conscientisation sur la gestion des ordures sont littéralement obstrués. C'est le typique cas du ruisseau de la commune de Lingwala, traversant le camp policier Lufungula, bordant les rues Kato et Entente,

ainsi que Kato nord, avant de franchir l'avenue de Libération (ancienne avenue du 24 novembre) et se muer en rivière Gombe. Ce petit cours d'eau est une parfaite illustration de l'inattention des autorités concernées sur le sujet. Ce ruisseau n'a plus été curé depuis deux ou trois ans, étant devenu un dépotoir d'ordures et un canal de vidange de fosses sceptiques des habitations environnantes. L'eau y coule péniblement, une forte végétation a poussé sur le lit du ruisseau déjà rempli de déchets en plastique. Le bureau communal de Lingwala ne semble pas du tout s'en émouvoir. Après la pluie dans la commune de Kinshasa, tout est boue ! La saleté est à son comble, il n'est pas surprenant de remarquer un amas de merde -provenant des fosses sceptiques et déversé dans des caniveaux du reste pleins d'eaux qui ne coulent pas ! Les autorités urbaines (les bourgmestres) ainsi que leur hiérarchie (le gouverneur) devraient être interpellées sur la question de l'hygiène dans la capitale de la République démocratique du Congo, a plaidé un natif de Lingwala ayant requis l'anonymat.

Martin Engimo

APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT

Les stations-service ouvertes désormais jusqu' à 22h

La décision a été prise au cours d'une réunion ayant regroupé, le 22 mai au ministère des Hydrocarbures, le directeur de cabinet, Augustin Nkuba, et les sociétés commerciales œuvrant dans le secteur de la logistique et de la vente des produits à la pompe. Il a été question d'échanger sur le niveau d'approvisionnement et de fourniture du pays en carburant, surtout dans la partie ouest.



La réunion avec les opérateurs pétroliers

D'importantes mesures ont été prises au cours de la réunion pour permettre à la population de s'approvisionner en carburant afin d'éviter la rareté qui s'annonce déjà. Parmi celles-ci, le rallongement de l'heure de la fermeture des stations-service qui passe de 18h à 22h, la levée de la subvention accordée aux entreprises aériennes de vols internationaux.

Augustin Nkuba a transmis aux opérateurs pétroliers les directives du ministre pour éviter la rupture du stock, les assurant de l'arrivée des bateaux qui ramènent des produits pour éviter la pénurie.

Il a été aussi indiqué au cours de la réunion que les sociétés aériennes vont devoir désormais se procurer le jet selon la vérité des prix. Le gouvernement ne peut plus subventionner des entreprises étrangères et partant des vols internationaux. De même, les sociétés minières payeront le carburant au regard de la vérité des prix.

En ce qui concerne la certification du manque à gagner, le directeur de cabinet a convié ces sociétés à présenter les préoccupations des pétroliers à sa hiérarchie afin de trouver solution.

Blandine Lusimana

AFFAIRE RDC-UGANDA

L'arrêt de la Cour internationale de justice remis à la surface

De l'exécution de l'arrêt de la Cour internationale de justice dans l'affaire des activités armées sur le territoire congolais, il en a été question au cours du cinquante-quatrième conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le 20 mai, par visioconférence,

Le cinquante-quatrième conseil des ministres était l'occasion de faire l'état des lieux de l'arrêt rendu, depuis le 9 février dernier par la Cour internationale de justice, en rapport avec la deuxième phase de la fixation de l'indemnité de réparation en faveur de la République démocratique du Congo (RDC) et des victimes des activités armées de la République de l'Ouganda sur le territoire congolais. En effet, l'une des principales attentes des victimes à ce jour demeure le versement, en cinq annuités, de cette indemnité estimée à 65 millions de dollars américains. Dans sa communication au conseil, le président Félix-Antoine Tshisekedi a insisté sur les diligences juridiques, diplomatiques, techniques, voire matérielles, censées être amorcées au titre des devoirs qui incombent à la RDC et ce, en



Les membres de la Cour internationale de justice

prévision de la première phase de l'exécution devant intervenir courant septembre prochain, soit du fait de l'arrêt, soit du fait de la pratique. Et au nombre des priorités figure, entre autres, la mise en place d'une commission technique chargée d'accompagner le gouvernement dans l'exécution de cet arrêt ainsi que l'actualisation urgente du fonds d'indemnisation des victimes. Pour ce faire,

le chef de l'Etat a chargé la ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des sceaux, sous la supervision du Premier ministre, de prendre les mesures qui s'imposent et de présenter un rapport consolidé au Conseil des ministres du 10 juin prochain.

Pour rappel, le 23 juin 1999, la RDC a déposé au greffe de la Cour des requêtes introductives d'instance contre le Bu-

rundi, l'Ouganda et le Rwanda « en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la charte des Nations unies et de la charte de l'Organisation de l'Unité africaine ». Outre la cessation des actes allégués, elle a demandé l'obtention d'une réparation pour les actes de destruction intentionnelle et de pillage, ainsi que la restitution des biens et ressources nationales dérobés au profit des Etats défendeurs respectifs.

A la suite de l'arrêt de la Cour internationale de justice, l'Ouganda devra réparer les conséquences de son invasion sur le territoire de la RDC en 1998 en violation du droit international et du droit humanitaire, mais aussi réparer le pillage de ses ressources naturelles.

Alain Diasso

PRODUCTION D'OXYGÈNE

La première usine inaugurée à Kinshasa

La construction de l'usine de production d'oxygène a été réalisée grâce à l'appui de la Banque mondiale, à travers le Projet d'urgence en appui à la riposte et préparation contre la covid-19 du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC).

La première usine de production d'oxygène est implantée à l'Hôpital général de référence de Kinshasa (ex-Mama Yemo). Les travaux ont été suivis et supervisés par le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention, à travers l'Unité de gestion du Programme de développement de système de santé. L'implémentation de cette usine permet d'améliorer l'offre et l'accès à l'oxygénothérapie et sauver des vies.

Cette usine a été inaugurée par le ministre Jean-Jacques Mbungani qui a coupé le ruban symbolique. Dans son allocution, il a rappelé le contexte ayant conduit à la dotation de huit usines à travers le pays pour la production d'oxygène. Depuis mars 2020, a-t-il déclaré, la RDC a enregistré plus de quatre-vingt-sept mille cas confirmés avec mille trois cent trente-huit décès dans toutes les vingt-six provinces. Les centres de traitement et prise en charge des cas covid-19 ont soigné et guéri près de soixante mille personnes.

Au cours de ces deux dernières années, des mesures de santé publique, parmi lesquelles la surveillance, l'amélioration du

dépistage, le traitement ainsi que la promotion des mesures barrières ont été essentielles pour contrôler la propagation du virus. « Mais, il sied de noter que parmi les personnes décédées, une bonne proportion pouvait être sauvée si l'offre et l'accès à l'oxygénothérapie était optimale. C'est dans ce contexte que le gouvernement de la RDC, à travers son plan stratégique de préparation et de la riposte contre la covid-19, s'inscrivant aux orientations du chef de l'Etat et aux directives de l'Organisation mondiale de la santé, avait envisagé d'augmenter la capacité du pays dans l'offre et l'accès à l'oxygénothérapie », a souligné le ministre.

Jean-Jacques Mbungani a remercié la Banque mondiale pour sa contribution ayant permis à la RDC de se doter de huit usines. « Avec l'appui de la Banque mondiale, le pays vient de se doter de huit premières usines de production d'oxygène médical dont celle de l'Hôpital général de référence de Kinshasa que nous inaugurons ce jour. C'est ici donc pour nous l'occasion de



Le ministre de la Santé coupant le ruban symbolique

remercier la Banque mondiale pour son appui au Projet d'urgence en appui à la riposte et préparation contre la covid-19 du gouvernement de la République, mis en œuvre par le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention, à travers l'Unité de gestion du Programme de développement de système de santé, qui en ce jour permet au gouvernement de se doter

des huit usines de production de l'oxygène médical localisées dans cinq provinces, à savoir deux dans le Nord Kivu, une dans le Sud-Kivu, une dans le Haut Katanga, une dans le Kongo central et trois dans la ville de Kinshasa », a-t-il indiqué. Le ministre a précisé que ces usines de production d'oxygène vont renforcer la Couverture santé universelle, avant d'inviter les responsables des structures bénéficiaires à en faire bon usage.

« Ces œuvres aussi importantes contribuent à la Couverture santé universelle retenue comme cheval de bataille du président de la République, chef de l'Etat, son excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui ne ménage aucun effort pour l'amélioration de l'état de santé de la population de

la République démocratique du Congo. J'invite donc les responsables des structures bénéficiaires à veiller au bon usage de ces ouvrages pour rendre service aux malades par une gestion efficace et efficiente », a-t-il lancé.

Notons que ces usines ont la capacité de produire environ cinquante-trois bouteilles d'oxygène de cinquante litres par jour avec une pression de deux cents bars qui serviront non seulement à couvrir les besoins des hôpitaux bénéficiaires, en l'occurrence l'Hôpital de Panzi, Centre médical Kyeshero, Hôpital charité maternelle, l'Hôpital Sendwe, l'Hôpital provincial Kinkanda, la Clinique Ngaliema, l'Hôpital général de Kinkole et l'hôpital général de référence de Kinshasa, mais aussi les autres structures environnantes.

Blandine Lusimana

« Avec l'appui de la Banque mondiale, le pays vient de se doter de huit premières usines de production d'oxygène médical dont celle de l'Hôpital général de référence de Kinshasa que nous inaugurons ce jour. C'est ici donc pour nous l'occasion de remercier la Banque mondiale pour son appui au Projet d'urgence en appui à la riposte et préparation contre la covid-19 du gouvernement de la République, mis en œuvre par le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention, à travers l'Unité de gestion du Programme de développement de système de santé, qui en ce jour permet au gouvernement de se doter des huit usines de production de l'oxygène médical localisées dans cinq provinces, à savoir deux dans le Nord Kivu, une dans le Sud-Kivu, une dans le Haut Katanga, une dans le Kongo central et trois dans la ville de Kinshasa »

TRANSPORT FERROVIAIRE

Démarrage effectif du projet Metrokin

Le projet va consister en la réhabilitation et la modernisation du réseau ferroviaire urbain de la ville de Kinshasa. Baptisé « Métrokin », il vient au secours des usagers du transport en commun. Le week-end dernier, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, a confirmé officiellement le décaissement imminent d'un premier financement de vingt millions de dollars américains à travers le Bureau central de coordination (Bceco).

C'est la petite révolution dans le secteur des transports à Kinshasa, la mégapole africaine avec pas moins de quinze millions d'habitants. Justement, le projet « Metrokin » vise à doter la ville d'un train urbain moderne pour un transport de masse qui va réduire la spéculation sur les prix des transports. Il est prévu d'arriver à exploiter 300 km de voie ferrée sur toute la ville de Kinshasa sur une durée de vingt-quatre mois. En effet, le projet train urbain comprendra quatre grandes phases : la gare centrale jusqu'à l'aéroport international de N'Djili (25 km), la plaine le long de grandes artères de Kinshasa (75 km), la ligne périphérique autour de Kinshasa (90 km) et l'aéroport international de N'Djili vers la commune de Maluku (80 km).

Pour réaliser le projet, l'Hôtel de ville, la Société commerciale des transports et ports (SCTP) et le Trans Congo Connexion ont créé la société « Métrokin » pour une bonne gestion des ressources financières importantes à mobiliser. Ces parties prenantes ont assisté, le week-



Une illustration du projet Métrokin/DR

end, à une importante réunion au ministère des Finances sur la problématique de la mobilité des personnes et des biens. En se référant à son plan directeur, explique Nicolas Kazadi, la ville de Kinshasa a opté pour la réhabilitation et la modernisation

du réseau ferroviaire en vue de répondre efficacement aux attentes des habitants. Il faut urgemment des solutions innovantes et surtout durables dans le secteur des transports kinois. L'objectif est d'arriver à faciliter la circulation de plusieurs

personnes en un temps record entre la banlieue, le centre-ville et d'autres directions.

La réunion sous la direction du ministre des Finances, Nicolas Kazadi, a connu la participation active des ministres du Portefeuille, Adèle Kayinda; Trans-

ports et voies de communication, Chérubin Okende, ainsi que du gouverneur Gentiny Ngobila, et des directeurs généraux du Bceco, de la SCTP et de Metrokin. Au cours de la rencontre, Nicolas Kazadi a annoncé le déblocage prochain d'un premier décaissement de vingt millions de dollars américains pour le démarrage du projet. Selon les informations en notre possession, le projet devrait consommer quelques 250 millions de dollars pour sa première phase qui comprend la double voie à l'écartement standard, la signalisation, la construction de huit gares, la réhabilitation des ponts N'Djili et Tshenke, la construction de deux ponts en hauteur sur l'avenue des Poids lourds, la construction d'un échangeur à la place Pakadjuma, la construction d'un dépôt de maintenance à la gare de Tshenke, la formation du personnel et l'acquisition de huit rames à quatre caisses. Le mode de traction est les batteries rechargeables avec une autonomie pour une distance de 80 km.

Laurent Essolomwa

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv





SOYEZ CONNECTÉS TOUTE L'ANNÉE À L'INTERNET SPEED GRÂCE AU CRÉDIT NUMÉRIQUE LCB BANK



Dans le cadre de l'exécution de son vaste plan stratégique Transform, Congo Telecom a prévu une série de leviers entre autres l'établissement des partenariats avec les parties prenantes capables de renforcer son activité et ses différentes opérations. C'est à ce titre que l'opérateur historique a mis en place avec LCB BANK, une offre dénommée « Crédit numérique ».

Le crédit numérique est une offre à la consommation destinée aux clients LCB BANK pour le financement annuel de leur abonnement internet illimité SPEED de Congo Telecom. Cette offre est destinée tant aux particuliers qu'aux entreprises et est caractérisée par :

- Un taux d'intérêt à 0% remboursable en 12 mois.
- Une remise de 10% sur tous les forfaits internet SPEED
- Un montant maximum de crédit s'élevant à 2.000.000 F CFA pour les abonnements résidentiels et 5 000 000 F CFA pour les professionnels.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous rapprocher des différentes agences Congo Telecom ou de votre gestionnaire de compte LCB BANK.

Bénéficiez de :

10% de réduction sur le forfait de votre choix

Kit d'abonnement offert et installation gratuite

Service après-vente Premium

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

Une marche verte prévue le 5 juin

Prélude à la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin prochain, la ministre de tutelle, Arlette Soudan-Nonault, a organisé, le 20 mai à Brazzaville, une sensibilisation à la culture de l'environnement, à travers un échange avec les représentants des organisations de la société civile et tous ceux qui ont fait de la préservation de l'environnement leur cheval de bataille.

Agir ensemble pour le bien de la planète a été le maître mot de la sensibilisation. Partenaire du ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo avec lequel il travaille pour la cause commune qui est celle de l'environnement, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), par le biais de son représentant résident en République du Congo, Maleye Diop, a saisi cette occasion pour paraphraser le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui dit : « Nous atteignons rapidement un point de non-retour, concernant la planète. Les urgences, sur le plan environnemental, sont triples : perte de la biodiversité, dérèglements climatiques et pollution galopante. En effet, l'humanité a pendant trop longtemps abat-



La ministre, le représentant résident du Pnud, le secrétaire général de la préfecture de Brazzaville, lors de la sensibilisation/Adiac

tu des forêts, pollué des fleuves et des océans et épuisé des pâturages ».

Maleye Diop a conclu sa communication en rappelant que le Pnud, en partenariat avec les sociétés privées qui utilisent le conditionnement des produits

liquides dans du plastique, avait initié une étude sur le recyclage de cette matière en République au Congo. Ce travail se traduit à ce jour par l'appui que cette institution onusienne apporte à un jeune entrepreneur pour la production des pavés issus du

recyclage du plastique.

Prenant la parole, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo a expliqué le sens de cette sensibilisation. Depuis 1972 à Stockholm, en Suède, a-t-elle dit, la communauté internationale s'est engagée à œuvrer pour la préservation de l'environnement, gage de la survie de la planète terre. Une des stratégies retenues pour y parvenir réside dans la sensibilisation et l'éducation de la population en matière environnementale. C'est ainsi que la Journée mondiale de l'environnement a été consacrée pour être célébrée le 5 juin de chaque année comme vecteur principal grâce auquel la communauté internationale encourage une prise de conscience et une action de grande envergure pour la sauvegarde de l'environnement, incitant ainsi les gouvernements, les entreprises et les citoyens à s'attaquer aux problèmes environnementaux urgents, a-t-elle expliqué.

Préserver la planète et ses ressources limitées

La Journée mondiale de l'environnement, a poursuivi Arlette Soudan-Nonault, offre une plateforme mondiale pour inciter à des changements positifs. Elle encourage la société à repenser la façon dont elle consomme les ressources limitées de la terre ; les entreprises à développer des modèles plus écologiques et à passer à des économies vertes ; les agriculteurs et les fabricants à produire de manière durable ; les gouvernements à investir dans la réparation de l'environnement ; les éducateurs à inciter les élèves à agir ; et les jeunes à construire un avenir plus vert. Le thème de cette année, dont la Suède est le pays hôte, est « Une seule terre ». « Une seule terre » était la devise de la conférence de Stockholm de 1972, qui a vu la création du Programme des Nations unies pour l'environnement. Ce thème met en évidence la nécessité de sensibiliser et d'encourager

les actions mondiales en faveur de la protection de l'environnement qui, sans le contester, demeure le patrimoine commun de toute l'humanité. Ce qui justifie le slogan « Il n'y a qu'une seule terre, ensemble, nous pouvons la protéger ! ». Un slogan qui appelle à des changements dans les politiques et les choix afin de permettre un mode de vie plus propre, plus vert et plus durable en harmonie avec la nature. « Cette planète est notre seule maison, et nous devons préserver ses ressources limitées », a signifié Arlette Soudan-Nonault.

Comme les années précédentes, cette journée sera célébrée par des millions de personnes à travers le monde. Le pays va la célébrer sur le thème « Marche verte du Congo pour une seule terre ». A cet effet, le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo souhaite initier une grande sensibilisation qui mènera à une action d'envergure sur tout le territoire national en vue de permettre à toutes les forces vives de la nation de s'impliquer en faveur de l'environnement dont la gestion n'est pas une mission exclusive du ministère de tutelle, mais une question nationale, a précisé la ministre.

Dans ce cadre, le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo et le Pnud organiseront des activités écologiquement positives afin d'attirer l'attention du public sur les problèmes environnementaux et susciter une prise de conscience collective. Au nombre de ces activités, la déclaration du gouvernement ; le montage et la diffusion d'un spot publicitaire ; la valorisation des déchets plastiques ; la sensibilisation par SMS des abonnés des sociétés de la téléphonie mobile ; la marche verte. « Je lance un appel aux institutions et au secteur privé à emboîter le pas de la raison environnementale, en s'impliquant dans l'organisation de ces activités. Votre appui multiforme nous serait très bénéfique. Quant aux organisations de la société civile, votre capacité de mobilisation sera mise à contribution dans toutes les activités de masse prévues, notamment lors de la grande marche verte prévue le dimanche 5 juin prochain », a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Après les allocutions, il y a eu un échange interactif entre les participants et la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo.

Bruno Okokana



The Global Fund
To Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria



CRS
CATHOLIC RELIEF SERVICES

Avis d'appel d'offres No. Congo BU_22_RFGS_195092

Objet	Dossier d'appel d'offres pour le transport des moustiquaires du niveau Départemental aux Centres de Santé
Date de l'appel d'offres	24 mai 2022
Date de clôture pour la réception des manifestations d'intérêt	22 Juin 2022 à 12h00
Numéro de référence	Congo BU_22_RFGS_195092

1 Introduction

Catholic Relief Services (CRS) est une organisation à but non lucratif, constituée en vertu des lois du District de Columbia, États-Unis, ayant son principal siège au 228 W. Lexington Street, Baltimore, Maryland 21201, États-Unis, opérant en République du Congo avec un protocole d'accord signé en Octobre 2018 avec le Gouvernement de la République du Congo. Depuis 2018, CRS travaille avec le Ministère de la Santé à travers le Programme National de Lutte Contre le Paludisme sur le renforcement de la lutte contre le paludisme sous financement du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Le Fonds Mondial). Parmi les interventions prévues dans le cadre de la subvention actuelle NFM3, il est prévu la distribution de **3 502 800 Moustiquaires Imprégnées d'insecticide à Longue Durée d'Action (MILDAs)**, soient 70 056 ballots, sur toute l'étendue du territoire national.

La mise en œuvre de cette distribution de masse nécessitera le **pré-positionnement de ces ballots des moustiquaires dans les Centres de Santé** repartis sur l'étendue du territoire Congolais, conformément au plan de positionnement provisoire repris au présent appel d'offres. Le plan de positionnement définitif sera communiqué à l'approche de la campagne de distribution, une fois la collecte des données finalisée.

CRS invite les **Transporteurs (Sociétés et/ou Individus)** compétents opérant en République du Congo de soumettre leurs **propositions de service pour assurer le Transport de ces MILDAs depuis le niveau départemental vers les Centres de Santé.**

1.1 Objet de l'Appel d'Offres

Nombre de Lots	Axe de Transport	Quantité de Ballots moustiquaires	Poids Estimé	Volume Estimé	Calendrier de déploiement
20	Des Entrepôts Départementaux vers 419 Centres de Santé Publics répartis sur l'étendue du territoire national	70 056 Ballots	2 381 Tonnes	7 000 M ³	Aout et Septembre 2022

Les fournisseurs désireux de prendre part à ce marché peuvent retirer le Dossier d'Appel d'Offres au bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou en faire la demande par email à l'adresse électronique bidcg@crs.org. Les fournisseurs peuvent également retirer le Dossier d'Appel d'Offres aux bureaux des Directions des Soins et Services de Santé dans chacun des 12 départements de la République du Congo.

COOPÉRATION MÉDICALE

Vacsera pour un transfert de technologie avec les pays africains

Holding égyptienne, la société biomédicale spécialisée dans la production des vaccins et sérums (Vacsera) cherche des partenaires africains pour partager son expérience à travers un transfert de technologie en vue d'augmenter la capacité du continent dans le domaine de la biologie médicale.

A l'occasion d'un échange le 22 mai avec les responsables des médias africains en visite de presse en Egypte, la présidente de Vacsera, le Dr Heba Wali, a exprimé la disponibilité de l'Egypte et de sa structure à accompagner, conformément à l'ambition de l'Union africaine (UA), les pays désireux de bénéficier de son savoir-faire afin de sortir le continent de sa forte dépendance vis-à-vis des pays développés. « Avec l'UA et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC-Afrique), notre stratégie est de rendre fructueuse la coopération avec les pays africains en matière de formation et de transfert de technologie pour la production des vaccins », a indiqué Heba Wali, ajoutant que l'Egypte, depuis plusieurs décennies, a une grande expérience dans le domaine. Leader de la production des vaccins, Vacsera, créée depuis de 1881, a connu une évolution progressive avant d'atteindre une grande notoriété en 2006. La structure produit



Une vue des responsables des médias lors de la visite à Vacsera/Adiac

plusieurs types de vaccins, notamment contre le choléra, les piqûres des insectes tels que le scorpion et bien d'autres. Du fait de la pandémie de covid-19 ayant sévi à travers le monde et l'indisponibilité du vaccin, la société s'est lancée, en 2021 avec le concours de la Chine, dans la production du vaccin anti-covid pour répondre aux besoins nationaux

et satisfaire la demande locale. Ce qui fait de Vacsera le premier pays africain à produire ce type de sérum sur son sol. « L'injection est appelée Vacsera-Sinovac, portant le nom des deux fabricants ayant collaboré dans la production. La Chine soutient l'Égypte avec une équipe de scientifiques pour transférer intégralement la technologie

de production du vaccin », a précisé la présidente de Vacsera. Elle a ajouté que le coût d'une ligne de production se situe entre quarante et cinquante millions de dollars américains.

La société dispose à ce jour de trois sites de production des vaccins à travers le pays. Elle ambitionne atteindre, grâce à la construction d'une nouvelle

chaîne en attente d'inauguration, une production de 800 millions de vaccins dont celui de la grippe aviaire.

En vue d'élargir sa gamme de vaccins, la société s'apprête à signer un accord avec la firme Astra Zeneca pour un transfert de technologie et la production de vaccin en Egypte. L'objectif, a fait savoir sa présidente, est de diversifier son savoir-faire

Par ailleurs, au regard des préoccupations épidémiologiques et des besoins de chaque pays, la holding company égyptienne se dit prête à coopérer avec les pays demandeurs pour la production du vaccin contre le paludisme qui constitue une des principales causes de mortalité dans plusieurs pays au sud du Sahara.

« A ce jour, nous ne produisons pas de vaccin contre le paludisme. Cependant, Vacsera est entièrement disposé à coopérer avec les pays africains pour les aider et accompagner à produire ce type de vaccin », a assuré Heba Wali.

Guy-Gervais Kitina

SOMMET COVID-19

Un nouveau financement de 3,1 milliards de dollars pour la lutte contre la pandémie

Les dirigeants mondiaux ont engagé un nouveau financement de 3,1 milliards de dollars pour la réponse mondiale à la pandémie de covid-19. Telle a été une des décisions liées aux accords de licence et à un accord générique visant à réduire le prix du traitement antiviral oral de la maladie.

Plus de deux milliards de dollars seront destinés à la réponse immédiate et 962 millions de dollars pour le nouveau fonds de préparation à la pandémie et de sécurité sanitaire de la Banque mondiale (BM). Environ 2,5 milliards de dollars proviennent de plus de trente-cinq gouvernements et environ 700 millions de dollars du secteur privé, de fondations et d'autres entités non gouvernementales. Ces engagements ont été pris lors du deuxième sommet mondial sur la covid-19, organisé virtuellement par les États-Unis, le Belize, l'Allemagne, l'Indonésie et le Sénégal, alors que le monde entier connaît un ralentissement des efforts de vaccination, une chute des taux de dépistage, des préoccupations concernant l'accès inéquitable aux pilules antivirales et des discussions infructueuses sur la

propriété intellectuelle des vaccins à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour Carolyn Reynolds, cofondatrice de «Action Network», les résultats du sommet pourraient aider à relancer la réponse mondiale à la covid-19. « C'était certainement une victoire contre la complaisance, ce que nous avons trop vu. Cela a fourni un coup de pouce bien nécessaire à la fois pour la réponse mondiale à la covid-19, mais aussi et surtout, pour commencer à préparer le monde à la prochaine pandémie », a-t-elle déclaré.

Le grand gagnant : un nouveau fonds mondial pour la sécurité sanitaire

Au départ, les dirigeants mondiaux avaient convenu de créer un fonds intermédiaire financier pour la sécurité sanitaire

mondiale afin de se préparer aux futures pandémies. Une espèce de bien public mondial pour résoudre le problème du financement de la préparation à la pandémie, « trop faible, trop fragmenté, trop peu fiable pendant trop d'années », a déclaré Daleep Singh, conseiller adjoint à la sécurité nationale pour l'économie internationale dans l'administration Biden. Un total de 962 millions de dollars a été engagé, la semaine dernière, en tant que financement de démarrage du fonds (200 millions de dollars des États-Unis, 51,9 millions de l'Allemagne, 450 millions de l'Union européenne et 12,2 millions de dollars de Wellcome - une fondation caritative en médecine britannique). « Les engagements d'aujourd'hui sont bons, mais il ne s'agit que d'un acompte sur les dix

milliards de dollars par année nécessaires pour amorcer ce fonds. Nous espérons donc voir plus d'engagements, d'autres à venir », a déclaré la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala.

«Les National institutes of health» des États-Unis ont annoncé la finalisation d'un accord de licence avec le pool d'accès à la technologie covid-19 de l'Organisation mondiale de la santé et le pool de brevets sur les médicaments pour onze technologies pour le développement de thérapies, de vaccins à un stade précoce et d'outils de diagnostic. L'accord devrait contribuer à encourager davantage la fabrication de vaccins à l'échelle mondiale. Mais les participants se sont dits préoccupés par la durabilité des efforts existants pour accélérer la fabrication de vaccins, affirmant que Gavi-Al-

liance du vaccin n'achète pas de vaccins contre la covid-19 auprès de fabricants sur le continent africain, même lorsqu'ils sont destinés à des pays africains. La société sud-africaine Aspen Pharmacare s'attend à être contrainte d'arrêter la production de vaccins contre la covid-19 en raison d'un manque de commandes. « Cela ne fait que dévaluer immédiatement l'ensemble du processus de fabrication locale », a déclaré le président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

Une autre grande déception cependant lors du sommet : les États-Unis n'ont pas pu ajouter cinq milliards de dollars pour la réponse mondiale à la covid-19, après que le Congrès américain n'a pas approuvé le financement. A cause d'une aide urgente à l'Ukraine.

Noël Ndong

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Les pays de l'OMS réunis à Genève

Les 194 pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont réunis cette semaine à Genève et vont tenter d'échafauder une réforme du système de santé mondial dont les faiblesses ont été mises à nu par la pire pandémie depuis cent ans.

«Là où va la guerre, la faim et la maladie suivent de près», a mis en garde, le 22 mai, le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un discours d'ouverture de l'Assemblée mondiale de la santé. «La paix est indispensable à la santé», a-t-il martelé en préambule tandis que le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Antonio Guterres, a insisté : «Il n'y a pas de meilleur investissement que la santé».

Dès lundi, les ministres de la Santé se sont succédé à la tribune pour cette première Assemblée en présentiel depuis le début de la pandémie avec en toile de fond un sujet préoccupant : le financement durable de l'OMS.

L'Organisation ne dispose que d'un budget biennal autour de six milliards de dollars. Le problème vient des contributions fixées - les cotisations obligatoires des membres qui ne comptent que pour 16% du total en 2020-21. Le reste (contributions volontaires) est plus difficile à planifier et obtenir. L'idée est de porter progressivement à 50% la part des cotisations obligatoires sur une période d'une dizaine d'années pour permettre à l'OMS de mieux jouer son rôle mais non sans se réformer en contrepartie.

La pandémie de covid-19 a permis de mettre à nu ce qui ne fonctionne pas dans le système mondial de santé. L'Assemblée va donc se pencher sur le toilettage du Règlement sanitaire international (RSI), pour permettre de répondre plus efficacement et plus rapidement aux urgences sanitaires.

Dans la même veine, l'Assemblée devrait décider de la création d'une Commission permanente des urgences issue du Conseil exécutif de l'OMS et activable en 24 heures en cas d'urgence sanitaire de portée internationale. En parallèle, a été lancé le chantier d'un nouvel accord international sur la santé mondiale, qui pour ses partisans devra être contraignant, et pourrait venir compléter le RSI. En décembre, un groupe intergouvernemental de négociation a été créé pour y travailler.

A noter que la reconduction pour cinq ans du Dr Tedros est acquise. Sans rival, le premier directeur général africain de l'OMS est assuré de pouvoir poursuivre son travail.

Julia Ndeko

HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES

L'Afrique demande de l'aide à ses partenaires

Le président en exercice de l'Union africaine, le Sénégalais Macky Sall, a demandé le 22 mai au chancelier allemand, Olaf Scholz, l'aide de son pays face aux effets de la guerre en Ukraine sur le continent, et indiqué qu'il se rendrait prochainement à Kiev et Moscou.

Olaf Scholz, qui entamait sa première visite en Afrique en tant que chancelier six mois seulement après sa prise de fonctions, a répondu au chef de l'Etat sénégalais que la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants et la menace de la famine ne laissent pas les Occidentaux indifférents, promettant de tout faire pour aider.

Le chancelier allemand, dont la visite au Sénégal, au Niger puis en Afrique du Sud jusqu'à mardi s'annonçait placée sous le signe de la guerre en Ukraine, est arrivé dans un continent «très divisé» sur la question, selon les mots même de Macky Sall. Le conflit «nous affecte», mais se déroule «sur un autre continent», a-t-il indiqué en ajoutant : « Pour l'Afrique nous voulons la paix ». « Nous voulons la paix même si nous condamnons l'invasion », a-t-il dit explicitement, « nous travaillons pour qu'il y ait une désescalade ». Il a préconisé un cessez-le-feu, un dialogue et « une paix juste pour l'Ukraine, pour la Russie aussi ».

Risques de famine

La guerre affecte durement les économies africaines et la communauté internationale s'inquiète des risques de famine, de nombreux pays africains étant fortement dépendants des importations de blé d'Ukraine et de Russie. « En tant que président en exercice de l'Union africaine, j'ai exprimé au chancelier nos sérieuses préoccupations quant à l'impact de la guerre sur nos pays, pays africains, la flambée généralisée des prix et les pénuries », a affirmé Macky Sall. « Je plaide pour... que nos partenaires multilatéraux et bilatéraux nous accompagnent », a-t-il avancé en ajoutant qu'il avait reçu mandat de l'Union africaine pour se rendre en Russie et en Ukraine.

Le déplacement, initialement prévu le 18 mai, n'a pu avoir lieu pour des raisons de calendrier mais de nouvelles dates doivent encore être fixées. L'Union africaine a aussi accepté une réunion des chefs d'Etat du continent qui le souhaitent avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à sa demande.

D'après AFP

FORMATION ENTREPRENEURIALE

Des dizaines de participants à l'académie du leadership des jeunes du Rotary

Les Rotary et Rotaract Club de Brazzaville ont amorcé, le 21 mai, la session de l'académie du leadership des jeunes du Rotary (Ryla), un programme de jeunesse du district, chargé de former au leadership dans la bonne humeur et animé par des formateurs professionnels.

Plusieurs dizaines de jeunes, notamment des entrepreneurs, étudiants, cadres d'entreprise participent à la session de l'académie du leadership des jeunes du Rotary, sur le thème « Vers l'autonomisation des jeunes ». Consacrée aux jeunes de 14 à 30 ans, l'académie du leadership des jeunes du Rotary les aidera à apprendre les phénomènes de perception et les facteurs qui conditionnent la maîtrise de la communication interpersonnelle : attitude, écoute, maîtrise de l'entretien, etc. Les formateurs Martial Ngoka et Nelson Nichouli enseigneront à ces jeunes, entre autres, la création des valeurs en entreprise, la gestion du temps, les principes de flexibilité et l'adaptabilité, l'apprentissage en autodidacte, les effets d'expériences et les notions d'utilité marginale.

Ces jeunes apprendront aussi les possibilités de maîtriser la gestion du travail de groupe : participation à un groupe de travail, entraînement à l'animation d'un groupe, à l'observation, à la compréhension des situations, à l'atteinte d'un objectif en un temps donné.

Au terme de la formation, ils déve-



Le podium officiel lors du lancement des travaux de l'académie/Adiac

lopperont leur habileté à influencer les autres, renforceront leurs compétences, inciteront au respect des droits d'autrui, seront capables à promouvoir les règles de haute probité et s'offriront aussi des opportunités de répondre aux besoins de la collectivité. Les participants profiteront d'un ac-

compagnement individuel et de nombreuses formations collectives, fondées sur les lois du leadership, de la croissance personnelle et d'art de la présentation, à travers des méthodes démontrées.

Pour de nombreux observateurs de la société et les districts du Rotary, l'académie du leadership des jeunes du

Rotary est une opportunité de formation professionnelle et humaine. Elle contribue à propulser la performance de l'équipe et à développer le potentiel des jeunes qui participent à la session. A la faveur du lancement solennel de cette session académique et magistrale, le docteur chirurgien, Roland Rizet, a expliqué aux jeunes les origines du Rotary, les missions raisonnables qu'a cette organisation et l'importance de l'aide à la communauté.

« Avec plus d'un million quatre cent mille membres de Rotariens à travers le monde, plus de quarante-sept millions d'heures du bénévolat en 2021, nous investissons des milliards de fonds au service de l'humanité et de la collectivité. A travers le monde, nous construisons la paix, combattons la maladie, apportons l'eau, assainissons des espaces, soignons le couple mère-enfant et secourons en cas de catastrophe. A Brazzaville, nous avons installé des tentes au quartier Mpila, après la détonation du dépôt de munitions pour reloger les familles », a argumenté Roland Rizet.

Fortuné Ibara

TRANSPORT FLUVIAL

Les armateurs formés à l'utilisation de la nouvelle carte numérique de navigation

L'expert Grâce Bissemou, de On Demand Worldwide (ODV-Congo), société conceptrice du logiciel, lors d'un atelier de formation des formateurs sur l'application smartphone pour l'appui à la navigation fluviale sur les rivières Oubangui-Kasaï, le 22 mai à Brazzaville, a indiqué qu'avec cet outil, le navigateur aura la possibilité d'avoir en temps réel la position de son bateau, pendant qu'il sera en train de naviguer de jour comme de nuit.

« Avec les cartes papiers, la navigation de nuit est quelque chose de très difficile et un casse-tête pour les armateurs. Nous venons donc avec cette solution pour que les armateurs, cette fois-ci, améliorent le temps de navigation en toute sécurité pendant la nuit, ou pendant le voyage », a expliqué Grâce Bissemou.

« Il y a eu énormément d'amélioration, parce qu'aujourd'hui le capitaine aura la possibilité de mettre à jour lui-même son balisage, alors qu'il est en train de naviguer, mais également de partager via les moyens qui accompagnent par smartphone, cette carte électronique de navigation... »

Il a précisé que cette carte est un élément de sûreté pour les navigateurs du fait que les outils qui sont utilisés sont précis.

Pour son utilisation, il suffit d'avoir un smartphone dans lequel sera introduite une carte électronique de navigation. Et



Les participations à l'exercice de simulation dans un bateau sur fleuve Congo-DR

donc sans wifi, sans connexion réseau, il suffit d'activer la position sur l'option localisation de son téléphone smartphone pour avoir accès à la position en temps réel de son bateau, également de toutes les aides à la navigation positionnées au niveau du chenal navigable et ce, gratuitement.

Au cours de cet atelier, il a été présenté le projet GMES et Africa et de l'ODW-Congo. Il y a eu aussi la présentation des cartes de navigation et des fonctionnalités de l'application smartphone.

Pour Cyr Moutou, président directeur général de l'ODV, l'application smartphone, objet de l'atelier, est un pas important dans la sécurité de la navigation fluviale. En effet, a-t-il poursuivi, les navigateurs pourront s'appuyer désormais sur elle pour connaître en temps réel leur position dans les chenaux navigables, les obstacles existants et le balisage mis en place pour les éviter.

Intervenant à son tour, le chargé des missions aux voies navigables et de l'économie fluviale au ministère des Transports, de

l'Aviation civile et de la Marine marchande, Eustache Libata, a déclaré que la coordination est faite au niveau de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (Cicos). Donc, le transport fluvial reste centré sur les problèmes de sécurité, notamment les accidents et incidents de navigation dus à plusieurs causes liées aux ressources humaines et aux outils en utilisation. « Je crois que dans ce cadre-là, la carte électronique de navigation vient à point nommée », a-t-il souligné.

A noter que c'est dans cette perspective que la Cicos, dans le souci de répondre à certaines problématiques liées à l'aménagement des voies navigables, a sélectionné la société ODW-Congo, par le biais d'un appel d'offres et ce, pour le développement, l'amélioration et l'extension des services, afin de produire ou concevoir les cartes numériques/électroniques de navigation sur les rivières Kasaï et Oubangui en vue d'une application smartphone au compte du service hydrographique de la République du Congo et celui de la République démocratique du Congo.

A l'issue de la formation, les participants ont adopté certaines recommandations, à savoir la réalisation de la carte électronique sur le fleuve Congo ; les formations continues des navigateurs pour la prise en main de la carte électronique ; la mise à jour de l'application de la carte électronique de navigation.

Guillaume Ondze

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE



galerie.CONGO







L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers (Mpolla)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Des réflexions sur la résilience et la sécurité des réseaux

Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, a ouvert le 23 mai à Brazzaville le 19^e séminaire du Réseau francophone de la régulation des télécommunications (Fratel). Les experts et acteurs du secteur y sont réunis afin d'échanger sur les différents enjeux liés à la sécurité des réseaux.

Organisé par le Fratel en collaboration avec l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce) et l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), le dix-neuvième carrefour de réflexions technologiques est placé sur le thème « Quels défis pour la sécurité des réseaux de nouvelle génération ? ». Pendant deux jours, il s'agira pour les participants d'échanger sur les grands enjeux de la sécurité des réseaux ; la réduction des risques en la matière ; le rôle des autorités de régulation des communications électroniques et celles en charge de la cyber sécurité.

Selon Luc Tapella, directeur de l'ILR du Luxembourg, président 2022 de Fratel, ce séminaire à vocation principalement technique a pour objet d'approfondir un des aspects du thème de l'année établi dans le plan d'action 2022 consacré à la résilience et à la sécurité des réseaux. En effet, l'objectif pour ces deux journées est de sensibiliser les participants à la nécessité de renforcer la cyber sécurité des infrastructures critiques.

« Les nouvelles technologies



Les participants au 19^e séminaire du Fratel/Adiac

telles que la 5G, la virtualisation des réseaux et l'émergence de nouveaux acteurs entraînent de nouvelles vulnérabilités qui doivent être réduites. De ce fait, la question sur la sécurité est une préoccupation partagée à la fois par les consommateurs, les acteurs des marchés et les régulateurs... Les régulateurs ont un rôle clé à jouer dans la mise en place d'orientations et d'outils pour renforcer la cyber sécurité mais, ils ne peuvent agir seuls. Il est donc essentiel que les multiples parties travaillent ensemble et dé-

veloppent des solutions pratiques pour sécuriser les réseaux », a-t-il dit.

Dans son mot de circonstance, Louis Marc Sakala, directeur général de l'Arpce, a indiqué que ce séminaire permettra de regarder les aspects soulevés par la thématique de résilience et de sécurité des réseaux. Une occasion pour les acteurs de partager leurs connaissances, leur savoir-faire et leurs expériences sur cette problématique. Selon Louis Marc Sakala, l'efficacité d'un réseau s'illustre par sa résilience, c'est-à-dire sa capacité à garantir à ses clients et abonnés un service de qualité, même quand il est victime

d'une défaillance. Mais, a-t-il dit, face aux risques naturels et climatiques, aux cyberattaques, la résilience des systèmes et infrastructures de télécommunications est souvent mise à rude épreuve ce, malgré toutes les précautions techniques et technologiques prises.

« Il est donc question pour nous de discuter, dans la complicité qui guide notre plateforme, sur les problèmes même spécifiques que rencontrent chacune de nos institutions dans l'exercice de ses missions régaliennes... Nous devons mettre pleinement à profit ces deux jours

de travail pour définir des pistes de solutions à proposer lors de la prochaine réunion annuelle qui, elle, se tiendra sur le thème « Enjeux et moyens d'améliorer la résilience des réseaux de télécommunications », a-t-il déclaré. Ouvrant les travaux, le ministre Léon Juste Ibombo a fait savoir que ce séminaire est un cadre de définition de meilleures approches de solutions pour conférer aux différents réseaux et leurs infrastructures plus de résilience. D'après lui, ce rendez-vous marque une avancée significative dans l'expertise avérée des moyens de lutte devant renforcer la souveraineté numérique des États parties prenantes. « Renforcer la préparation numérique pour réussir la transformation digitale reste, comme vous le savez, un des défis majeurs à relever... Il vous appartient donc de donner à notre réseau ainsi qu'à nos États les arguments nécessaires à la mise en œuvre des stratégies de résilience définies afin de lutter plus efficacement contre la cybercriminalité », a-t-il notifié.

Gloria Imelda Lossele

L'UE accompagne le Congo dans la transformation digitale

Une délégation de l'Union européenne (UE) conduite par son ambassadeur au Congo, Giacomo Durazzo, a échangé le 19 mai à Brazzaville avec le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, sur l'état d'avancement de l'appui de l'UE au programme « Congo Digital ».

« Nous avons voulu briefer le ministre sur l'état d'avancement de l'appui de l'Union européenne au programme « Congo digital » qui fait partie des grandes priorités du Congo mais également de l'U.E. Ce matin nous avons pu signer une convention de financement de 15 millions d'euros avec le ministre des Finances concernant la partie don. Il y a également une partie du prêt avec la Banque européenne d'investissement de 25 millions d'euros qui est en cours de préparation et qui sera terminée d'ici la fin de cette année », a expliqué Giacomo Durazzo.

A en croire l'ambassadeur de l'UE au Congo, la digitalisation est un moteur, vecteur fondamental pour la transformation et la gouvernance des réformes économique, financière et sociale. A cet effet, l'UE se réjouit d'accompagner le Congo dans cet effort de transformation et de développement numérique. «



Léon Juste Ibombo recevant la délégation de l'UE/Adiac

Nous sommes satisfaits de voir comment les choses avancent au Congo dans le cas de la digitalisation. Nous sommes particulièrement satisfaits de l'état

d'avancement des réformes au Congo et nous nous réjouissons d'accompagner le Congo dans ces changements », a-t-il déclaré. De son côté, le ministre des

Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, content de ce partenariat, n'a pas caché sa satisfaction. « Nous sommes

donc heureux de voir que nos partenaires de l'UE nous accompagnent dans la matérialisation de cette forte ambition. A travers la digitalisation nous allons mieux réformer l'Etat et surtout rapprocher les citoyens de l'administration. Au niveau des finances publiques cela nous permettra d'avoir une meilleure traçabilité des recettes et de les sécuriser », a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter : « Nous sommes très heureux de ce don fait de 15 millions d'euros. Je me réjouis de cette collaboration sans oublier la Banque européenne d'investissement qui accompagne cette accélération de la transformation digitale de notre pays. Nous sommes bien avancés en pourparlers pour un prêt à taux concessionnel de 25 millions d'euros... Tout cela en vue de matérialiser la forte ambition du gouvernement congolais contenu dans le PND 2022-2026 ».

G.I.L.

GOUVERNANCE FORESTIÈRE

Renforcer la participation de la société civile congolaise

Le treizième Forum sur la gouvernance forestière s'est ouvert le 23 mai à Brazzaville, réunissant deux cents participants venus essentiellement des pays du Bassin du Congo. L'édition de cette année met l'accent sur le rôle des organisations de la société civile (OSC) dans l'exploitation durable des ressources forestières et les réformes du secteur.

Initié par l'Université de Wolverhampton (Angleterre) en partenariat avec le gouvernement congolais, l'Union européenne et la plateforme Comptoir juridique junior, le forum dédié à la gouvernance forestière mobilise les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers, les acteurs du secteur privé et de la société civile. Cette activité vise, d'après les initiateurs, à mettre en vedette l'expertise et l'expérience des différentes parties prenantes dans la gouvernance forestière et foncière en République du Congo, ainsi que dans le bassin du Congo.

Le conclave des forestiers vise aussi à sensibiliser les pouvoirs publics pour qu'ils soutiennent les actions touchant l'amélioration de la conservation des forêts, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. L'ambition des membres du forum est de fournir aux peuples autochtones, communautés locales et autres groupes marginalisés un cadre pour le dialogue direct avec les décideurs, les gouvernements, le secteur privé, ainsi que les partenaires financiers.

Le rôle des acteurs de la société



Les participants à l'ouverture des débats/Adiac

civile s'avère crucial en vue de faciliter le dialogue direct entre les communautés locales et les pouvoirs publics, a insisté le Pr Philip Dearden, représentant de l'Université de Wolverhampton. Il a plaidé en faveur de l'amélioration de la législation forestière qui accorde davantage d'espaces de parole aux OSC pour

qu'elles contribuent à la gouvernance forestière ou au développement durable.

Le partenariat à l'échelle régionale et internationale est la seule voie pour relever les défis de gouvernance forestière, a lancé l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Durazzo Giacomo. « Les efforts

conjointes fournis, à travers une coopération UE-Congo dynamique dans le secteur forestier, ont déjà conduit à l'atteinte de résultats encourageants. Je pense notamment au développement du Système informatisé de vérification de la légalité des bois, qui va nous permettre, une fois déployé, de disposer de données sûres et garantissant toute la transparence requise », a-t-il indiqué.

Les partenaires européens continueront à travailler avec le Congo, dans le cadre de l'Accord de partenariat volontaire

pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (APV Flegt), l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale, y compris de nouveaux instruments en préparation comme le Partenariat pour les forêts UE - Congo, que les deux parties entendent signer en marge de la prochaine Conférence des Nations unies sur le changement climatique.

Pour le gouvernement congolais, le forum de Brazzaville va impulser une dynamique dans le sens de l'amélioration de la gestion forestière avec une forte implication des OSC. « La société civile doit s'activer aux côtés des gouvernants pour sensibiliser, informer, œuvrer à la recherche des solutions, à la mise en œuvre des actions et relayer le plaidoyer des politiques relatives à la mobilisation des financements », a souligné la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo.

Durant deux jours, les participants vont échanger sur les thématiques comme « Le processus de réforme du secteur forestier ; « La coopération Chine Afrique pour promouvoir le commerce des produits forestiers durables et les investissements verts » ; « L'action climatique inclusive » ; « L'aménagement du territoire » ; « La restauration, la conservation et le suivi des paysages forestiers ».

Fiacre Kombo

« Les efforts conjoints fournis, à travers une coopération UE-Congo dynamique dans le secteur forestier, ont déjà conduit à l'atteinte de résultats encourageants. Je pense notamment au développement du Système informatisé de vérification de la légalité des bois, qui va nous permettre, une fois déployé, de disposer de données sûres et garantissant toute la transparence requise »,

TOURISME

Les membres du CEVTE acquièrent les notions de base

Dans le but d'accompagner l'Etat dans l'atteinte des objectifs en ce qui concerne le développement touristique au Congo, les membres du Cercle des élites en voyages, tourisme et environnement (CEVTE) bénéficient d'une formation du 20 mai au 9 juin à Brazzaville.

Faisant le point au début de la session, le chargé de la communication au CEVTE, Elwin Gomo, a indiqué qu'il s'agit de faire de sorte que chaque membre présent comprenne

les enjeux autour du tourisme ; comment cette industrie est organisée et une fois dans le cadre des activités touristiques, comment chaque membre pourrait se compor-

ter. Le but étant de maîtriser l'environnement touristique au niveau local avant de prétendre traiter des questions dont chaque membre aura envie de résoudre.

« De façon générale, le CEVTE veut se positionner au centre des acteurs touristiques. Ce que nous voulons, c'est de faire de sorte que la plupart de nos acteurs qui opèrent dans le secteur commencent à collaborer et nous allons être au centre pour faciliter justement cette collaboration. Nous avons des membres au niveau local qui doivent être outillés sur un certain nombre de questions ; cela nous permettra d'atteindre un certain nombre d'objectifs au niveau du Congo », a-t-il indiqué.

Au cours de cette session, plusieurs thématiques seront abordées : l'introduction du tourisme dans le développement, qu'est-ce que la promotion touristique, la

conception et la commercialisation (...).

« C'est un enseignement très profond, notamment très technique. Comme vous le savez, le tourisme est une industrie qui nécessite principalement le professionnalisme », a fait savoir le guide touristique formateur, Brice Djamboult.

Le CEVTE a son siège aux Etats-Unis et est représenté également en France. Brazzaville est la première ville à l'accueillir au niveau africain. Réaliser des projets liés aux voyages, tourisme et environnement, représenter le secteur du tourisme auprès des pouvoirs publics et des partenaires sociaux en vue de son développement, tels sont ses objectifs..

Guillaume Ondze



Une vue des participants

DOUANES

Les experts africains en conclave à Brazzaville

Les experts de la Conférence des directeurs généraux des douanes de l'Afrique occidentale et centrale (OMD-AOC) tiennent, du 23 au 24 mai dans la capitale congolaise, leur 26e comité sur le thème « Accélérer la transformation numérique de la douane en développant une culture de la donnée et un écosystème performant ».

La réunion constitue un cadre pour les experts de passer en revue les questions relatives au fonctionnement de la région? notamment les évolutions et les défis. Les partages d'expériences du secrétariat de la zone de libre échange continentale et des Communautés économiques régionales sont aussi à l'ordre du jour, sans oublier l'élaboration d'un nouveau plan stratégique qui répond aux besoins des administrations des douanes. Bref, les échanges durant ces deux jours tourneront autour de différents rapports d'activités, les questions de politique générale, budgétaires et techniques. « Les différentes délégations vont échanger sur les thèmes d'intérêt commun qui s'inscrivent, entre autres, dans le cadre des actions de renforcement des capacités, de raffermissement



Le directeur général des douanes au centre présidant les travaux

de notre cadre institutionnel, du droit budgétaire régional et de l'élaboration du plan stratégique », a indiqué le directeur général des douanes et des droits

indirects de la République du Congo, vice-président de l'OMD-AOC, Guénolé Mbongo Koumou, président les travaux d'ouverture. Selon lui, les administrations

des douanes sous-régionales doivent se réinventer pour assurer un accompagnement réussi de la volonté politique des chefs d'Etat, en phase avec l'agenda 2063 de l'Union africaine. Sur le plan institutionnel, Guénolé Mbongo Koumou estime que le statut juridique des structures régionales mérite d'être revistité, aux fins d'une mise en œuvre efficace des actions de renforcement des capa-

cités qui constitueront des axes majeurs du plan stratégique régional. Il a, de même, invité les experts à revoir la stratégie de mobilisation des finances externes auprès des partenaires.

Intervenant, le directeur du Bureau régional de renforcement des capacités, Abdel Kader Sangho, a rappelé que dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale de renforcement de capacités, la structure accompagne les administrations dans la mise en œuvre de leurs réformes. « Le plan stratégique 2018-2022 étant à son terme, le processus a été engagé pour mettre en place le nouveau plan », a-t-il assuré.

Signalons que la 26e réunion du comité d'experts des douanes est organisée par le secrétariat de l'Organisation des douanes en collaboration avec la vice-présidence de l'OMD-AOC et la douane congolaise, en prélude à la 28e conférence des directeurs généraux des douanes de l'OMD-AOC prévue du 26 au 28 mai prochain à Kintélé.

Lopelle Mboussa Gassia

« Les différentes délégations vont échanger sur les thèmes d'intérêt commun qui s'inscrivent, entre autres, dans le cadre des actions de renforcement des capacités, de raffermissement de notre cadre institutionnel, du droit budgétaire régional et de l'élaboration du plan stratégique »

ENERGIE

Deux nouveaux barrages hydroélectriques de 331 MW à construire

Le gouvernement congolais a signé, le 22 mai à Brazzaville, une convention avec un consortium de deux sociétés privées pour la construction des barrages hydroélectriques Morala et Nyanga dans le sud du pays, d'une capacité totale de production de 331 mégawatts.



Les deux parties lors de la signature de la convention

La convention a été signée entre le gouvernement, représenté par le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso et son collègue en charge de

« Mon collègue en charge de l'énergie et moi-même remercions le consortium sino-congolais Energaz-CGGC pour la signature de ces conventions impliquant la construction des barrages hydroélectriques de Morala et de Nyanga. A travers ce modèle de partenariat public-privé, le Congo va marquer un grand pas dans la quête de l'énergie, car il n'y a pas de développement industriel sans énergie »

l'Energie et de l'Hydraulique, Honoré Sayi, et le consortium sino-congolais Energaz-CGGC (China Grezhouba group corporation). Le projet porte sur la construction prochaine de deux nouveaux barrages hydroélectriques d'une capacité de 331 mégawatts. Le premier dénommé Morala produira 230 mégawatts tandis que le second appelé Nyanga est évalué à 101 mégawatts.

La convention intègre aussi la réhabilitation intégrale du barrage hydroélectrique de Liouesso, dans le département de la Sangha, d'une capacité de 19 mégawatts, inauguré en 2017 par le chef de l'Etat, Denis Sas-

sou N'Guesso.

A travers la signature de ces conventions, le gouvernement veut augmenter la capacité énergétique dans le pays afin de rendre la denrée disponible au profit d'un développement industriel grandeur nature, conformément à sa politique d'accroître la diversification de l'économie.

« Mon collègue en charge de l'énergie et moi-même remercions le consortium sino-congolais Energaz-CGGC pour la signature de ces conventions impliquant la construction des barrages hydroélectriques de Morala et de Nyanga. A travers ce modèle de partenariat public-privé, le Congo va marquer un grand pas dans la quête de l'énergie, car il n'y a pas de développement industriel sans énergie », a indiqué Denis Christel Sassou Nguesso.

Firmin Oyé

PARTENARIAT

UBA va appuyer la Ligue du sport de travail dans l'organisation du tournoi futsal

La Ligue du sport de travail de Brazzaville a dévoilé son ambition d'organiser, le 4 juin au gymnase Maxime-Matsima, à Makélékélé, son premier tournoi futsal. Sa vision a été soutenue par UBA banque à travers l'accord paraphé le 20 mai entre les deux parties, lequel marque le début d'un partenariat qui pourrait s'étendre dans les autres compétitions autre que le futsal.

La première édition du futsal va s'appeler UBA futsal ligue. « Nous soutenons, à travers ce partenariat, les activités sportives en milieu professionnel afin de prôner un esprit sain dans un corps sain. Avoir une activité sportive régulière permet d'améliorer votre santé et de faire face au stress qui malheureusement peut être généré par votre activité professionnelle. C'est la raison pour laquelle, à travers ce partenariat, nous souhaitons nous associer à cette activité qui est saine et aide à promouvoir les bonnes valeurs au quotidien », a expliqué Loriane Dzon, directrice marketing et commerciale d'UBA banque.

A travers cet accord, cette banque garantit à la Ligue du sport de travail de Brazzaville non seulement une participation effective de son équipe dans ce tournoi de futsal, mais aussi dans les autres compétitions interprofessionnelles qu'elle va organiser. Car depuis un moment, a commenté Abraham Agbakoso Mbée, UBA a mis en place une équipe de football assez compétitive



Loriane Dzon et Jean-Pierre Packa paraphant l'accord Adiac

pour la représenter dans les compétitions de futsal et du football. Après le football, elle réfléchit déjà à la création d'une équipe de nzango.

« Pour le nzango, nous y travaillons encore. Le football pour nous constitue une locomotive qui va entraîner avec elle plusieurs wagons, notamment

le nzango et d'autres disciplines qui seront proposées par la Ligue départementale du sport du travail. Brièvement, nous travaillons encore », a indiqué le chargé de recrutement et développement.

Selon la ligue, les préparatifs de ce tournoi vont bon train. L'équipe technique travaille déjà sur sa réussite en vue de valoriser le partenariat signé avec UBA. « UBA va nous accompagner et nous allons nous mettre à l'œuvre pour montrer à l'opinion le travail de fond qui a été fait entre les deux parties. Nous avons choisi le futsal parce que nous sommes des travailleurs et le besoin de réduire notre champ d'action s'imposait parfois. Le futsal est aussi recommandé au niveau de l'Osta. C'est un tournoi qui sera qualificatif au championnat national et, de là, on peut présenter l'équipe championne au niveau de l'Osta, l'instance internationale qui gère le sport de travailleurs », a souligné Jean-Pierre Packa, premier vice-président de la Ligue du sport du travail de Brazzaville.

James Golden Eloué

NÉCROLOGIE

Abel Missamou et la famille Nsundi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Alphonse Nkounkou, survenu le 21 mai 2022 à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient sur l'avenue Moe Prat Mawata en face de l'Église Kimbanguiste
Contact : Tél. : 06 658 01 83



Les familles Matoto et Malanda annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle, frère et beau-père, Frantz Exupère Matoto, survenu le 13 mai 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°3 bis, rue Loby à Mougali. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

MUSIQUE

Le groupe Conquering Lions s'offre le concert du centenaire

À l'occasion de la célébration du centenaire de la ville de Pointe-Noire, le groupe de reggae Conquering Lions va livrer un concert live, le 27 mai à partir de 19 h 30, au restaurant-bar La Pyramide. Un moment pour les Ponténégrins d'envisager l'avenir de leur ville avec optimisme tout en dansant du reggae.

Pour fêter le centième anniversaire de la création de leur ville, les habitants de Pointe-Noire voient les choses en grand, avec un concert exceptionnel qui va faire danser petits et grands. Considéré comme le plus grand événement musical que n'a jamais connu la ville, ce concert est également une occasion pour les Ponténégrins de manifester leur fierté à l'égard de leur histoire, leur culture et leurs réalisations. Une grande scène sera érigée place restaurant La Pyramide afin de permettre à la population de vibrer au rythme des morceaux distillés par le groupe Conquering Lions. Un groupe mettant en avant la diversité congolaise, fruit de son style dit reggae Bantous et la pluralité des cultures. En effet, les membres du groupe Conquering Lions utilisent la musique comme l'exutoire d'une trop grande sensibilité, se laissant guider par les lois naturelles et cosmiques, leur style se voulant un échange intime, parfois in-

tense, au cœur de l'esprit.

leader, Patrick Bikoumou doté

Le choix musical qui sera pro-



Les affiches du concert «Conquering Lions» DR

Avec cette formation musicale, l'ambiance est toujours garantie car elle compte des artistes talentueux à l'instar de son

d'un timbre de voix unique, d'un débit impeccable et d'une plume littéraire ne laissant personne indifférent.

posé est le fruit de nombreuses recherches musicologiques pour un répertoire spécifique et qui ne sera possible que par

l'engagement de tous les artistes.

Ce concert comprendra des morceaux pris dans des répertoires très variés des grands noms qui ont marqué la musique reggae, notamment Bob Marley, Peter Tosh, Dennis Brown, Lee Scratch Perry, U-Roy, Ken Boothe, etc.

Le groupe Conquering Lions interprétera également ses propres compositions, parmi lesquelles «Gâna mbongo», «Vieux Mayembo» et bien d'autres.

Entre deux morceaux, le modérateur retracera les époques et la progression dans le temps de la ville, avec de nombreuses anecdotes, toutes aussi croustillantes les unes que les autres. Notons que ce concert centenaire s'annonce déjà inouï car il va permettre non seulement aux Ponténégrins de passer un moment agréable et inoubliable en musique mais également de se rassembler pour réfléchir à leur histoire et à leur culture.

Hugues Prosper Mabonzo

ARTS DE SCÈNE

Les férus de la parole vagabonde et du conte se retrouvent en juin

Après une période d'interruption due aux aléas divers, le festival international de l'oralité Retour au mbongui va se dérouler du 5 au 15 juin, dans la capitale économique du Congo.

Plusieurs artistes qui s'illustreront dans le conte et l'art de la parole à travers le monde prendront part au festival Retour au mbongui, entre autres, Caya Makhelé, éditeur domicilié en France; CCAC-Mavuma du Centre culturel Comores; la conteuse Liuba Scudieri d'Italie; Wahmed Ben-Younes du Québec. Les artistes locaux seront égale-

ment de la partie tels Mack de Ardy, Mayoulou, Gisèle Tchicaya, Germaine Ololo et Alexandra Guenin.

Au cours du festival, un hommage sera rendu à l'artiste-comédien-conteur Victor Louya Mpené Malela, disparu il y a quelque temps à Brazzaville. Le Festival international de l'oralité sous l'arbre à palabre, le Retour au Mbongui,

est organisé par la compagnie de conte Africa graffitis et le Centre de ressources du conte et des arts de l'oralité. Le conte comme outil pédagogique et d'animation est utilisé par la compagnie Africa graffitis pour la prise en charge psychologique des orphelins et autres enfants vulnérables, victimes des conflits divers dans le pays et

du VIH/ sida, et dans la lutte contre la violence et le mal-être en milieu scolaire.

Selon Jorus Mabiala, directeur de ce festival, de plus en plus, les violences en milieu scolaire deviennent légion et s'internationalisent. Ainsi, s'impose la nécessité de mener des actions concertées en vue d'y trouver des palliatifs par un encadrement et un accompagnement des jeunes, tout en garantissant leur épanouissement. La culture, instrument par excellence de transmission des connaissances, avec sa variante le conte, est plus que nécessaire pour atteindre cette fin. Loin de se regarder en chiens de faïence, le dialogue franc et sincère entre enfants et parents, enseignants et élèves, acteurs et spectateurs, devient impérieux.

Aussi le festival permettra-t-il de promouvoir l'inter cultu-



ralité avec la participation des conteurs de plusieurs horizons. Cet échange aura pour toile de fond le soutien indéfectible, psychologique, social des orphelins et autres enfants vulnérables. Ce qui va préparer les jeunes à leur vie de citoyens en les formant à la gestion de l'environnement, à la prise en charge individuelle pour le développement intellectuel.

Hervé Brice Mampouya



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

La Sangha appelle à la cohésion

Le Collectif des députés de la Sangha a appelé, le 21 mai au cours d'une rencontre citoyenne à Brazzaville, les filles et fils de ce département à la cohésion et à la solidarité à quelques semaines des élections législatives et locales de juillet prochain.

Selon le président du collectif, le député Léonidas Carel Mottom Mamoni, le seul scrutin qui unit les filles et fils de la Sangha est l'élection présidentielle. « Dès que nous amorçons l'étape des élections intermédiaires, nous nous déchirons, nous nous faisons mal, nous brisons nos familles. C'est pourquoi, le Collectif des députés de la Sangha a pensé qu'il était important que nous puissions nous retrouver pour nous accorder sur l'essentiel. L'essentiel, c'est nous appeler à la cohésion, à l'unité, à la solidarité parce que l'élection va durer deux semaines, mais la famille Sangha va demeurer », a déclaré le deuxième questeur de l'Assemblée nationale.

Revenant sur l'investiture des candidats du Parti congolais du travail (PCT) et la nomination des cadres de la Sangha à des postes de responsabilité, il a rappelé que lorsque le président de la République a élevé un fils du terroir, les autres sont obligés de se soumettre à cette exigence. C'est ainsi que Léonidas Mottom a invité les participants à être des messagers dans leurs circonscriptions respectives. « Nous devons aller expliquer aux parents que nous n'avons pas besoin de nous déchirer mais de nous donner la main.



Le bureau du Collectif des députés de la Sangha/Adiac

Les fonctions que nous occupons sont passagères mais la famille Sangha demeurera éternellement. Notre objectif n'est pas d'élever un homme ou de pousser une femme, mais celui de dire que ce qui nous unit est véritablement plus fort et plus cher que ce qui nous divise. Vous devez répertorier ce message d'unité et de rassemblement », a conclu le président du collectif, interpellant les anciens sur leur responsabilité à léguer aux jeunes générations un département en paix.

Député de Ouessou I, le secré-

taire permanent du PCT, Accel Arnaud Ndinga Makanda, a, de son côté, exhorté la population de la Sangha à la tolérance. Il a aussi appelé les candidats non investis par le PCT à l'unité et à la solidarité derrière ceux qui représenteront le parti aux élections législatives dans les neuf circonscriptions électorales. « Nous devons être solidaires, c'est-à-dire s'accepter. Lorsqu'on a désigné un des nôtres pour assumer une fonction, il faut que les autres qui aspireraient également soient solidaires avec lui, sinon nous ne construirons pas la Sangha »,

a-t-il conseillé.

« Personne ne doit se servir de son positionnement pour détruire les autres »

D'après lui, si on parle des divisions dans la Sangha, c'est parce que les gens pensent que la politique est la seule boîte qui peut donner de l'argent dans le pays. Citant les potentialités de la Sangha, Arnaud Axel Dinga Makanda a déploré le fait que ce département se construit avec la force des étrangers et non de ses propres filles et fils. « Nous avons la chance d'avoir une Sangha bénie où la terre, les eaux, les forêts et le sous-

sol sont riches. Nous sommes potentiellement riches mais nous ne savons pas comment donner de la valeur à cette richesse. Notre département est le troisième poste économique et financier de notre pays, mais ceux qui font l'économie de la Sangha viennent d'ailleurs, nous ne voyons que la politique, il faut bien que nous construisons notre département », a-t-il poursuivi.

Une initiative positivement appréciée par l'ancien ministre Paul Mbot qui se dit heureux d'avoir participé à une rencontre où l'on a parlé de l'unité nationale, de l'unité régionale. « Il n'y a pas de reconstruction nationale sans l'unité. Le président de la République a toujours prôné l'unité. Je suis très heureux que cette initiative ait été prise pour que les filles et fils de la Sangha s'examinent, se réconcilient avec eux-mêmes, pour panser leurs plaies s'il y en avait. La Sangha n'appartient à aucune ethnie, personne n'a de prééminence sur l'autre. Il ne faut pas que quelqu'un puisse se servir de son positionnement pour détruire les autres, il faut qu'on s'aime, qu'on aime la Sangha », a plaidé le général Paul Mbot.

Parfait Wilfried Douniama

MARCHE SPORTIVE

Les 10 km de Brazza veulent s'inscrire dans la durée

La compétition a lancé, le 22 mai, sa deuxième édition ayant réuni dans une ambiance festive des marcheurs venus des administrations publiques et privées de la place.

L'initiative de la Ligue du sport de travail de Brazzaville a été aussi appréciée par les cadres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) témoignant que le sport est l'un des facteurs qui contribuent à la bonne santé. « J'exhorte tous les travailleurs à consacrer du temps à la pratique de l'activité physique et sportive. Elle contribue au bien-être et à la bonne santé. Il y a aujourd'hui beaucoup de maladies non transmissibles, liées à nos habitudes de mauvaise consommation. Il faudrait pratiquer l'activité physique de façon régulière pour se maintenir en bonne santé. Par contre la non pratique de l'activité physique, c'est-à-dire la sédentarité, contribue à l'émergence des maladies comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, l'obésité... », a commenté Georges Batona, chargé de la promotion de la santé à l'OMS Congo.

Les deux fois cinq kilomètres allant de Mamiwata au rond-point Bolingo n'ont pas man-

qué de susciter l'admiration des participants. « A partir du moment où il y a la route, nous sommes là. Cela représente un bon moment convivial avec des collègues et des Brazzavillois. Il faut surtout profiter de ce site qui est ouvert aux piétons le week-end. Nous sommes là avec d'autres entreprises pour soutenir cette initiative. C'est très bien de faire bouger tout le monde grâce à ce slogan, sportifions nos entreprises », a indiqué Benjamin Assante, le directeur de la Congolaise des routes.

« Après une semaine de stress de travail acharné, cela fait du bien de marcher avec les salariés d'autres entreprises. C'est une très bonne initiative qui va nous aider surtout à faire du sport et à nous sentir mieux au travail et en famille. Aujourd'hui, on a doublé notre effectif, cela montre combien nous sommes en train de communiquer cet engoue-



ment aux salariés », a fait savoir Jefferson Balossa Moukala du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage. Les « 10 km de Brazza », faut-il le rappeler, tirent leur origine du décret n°2019-33 signé le 7 février 2019 par le président de la République, portant institution des journées nationales de la marche sportive de santé pour tous. Ces journées qui contribuent à améliorer la qualité de la vie sont programmées le deuxième et quatrième dimanche de chaque mois. « Les 10 Km, c'est long mais le corps suit le rythme et c'est bien en rapport avec le décret signé par le président de la République qui consacre le deuxième et le quatrième dimanche du mois journée

Les marcheurs au coup d'envoi/Adiac de la marche sportive. Nous avons répondu présent et nous allons continuer à y participer parce que c'est très bénéfique. Cette marche permet de resserrer les liens entre collègues. Tout ce qui est sports, Aerco suit toujours », a souligné Huchel Bouiti, président de la mutuelle des travailleurs de l'Aerco.

James Golden Eloué